

JOTNA

Li ñëp bokk, ñëp jot ci



Programme de politique économique et sociale

SonkoPrésident
— ★ ★ ★ ★ —



“

Convictions fortes que malgré tout, il ne tient qu’à nous de briser ce cycle d’échecs et de déceptions, car les solutions sont bien en nous. Mais il faut s’y atteler dès maintenant ; nous avons déjà perdu trop de temps et le monde ne nous attend pas”

Ousmane Sonko

Solutions sur le plan politique

I. Pour un nouveau pacte républicain et un engagement au service de l’Afrique

- Réconcilier nos identités et renforcer notre ancrage dans nos valeurs 7
- Repenser les leviers communautaires, privilégier l’Afrique et diversifier nos partenariats 9
- Redorer le blason de notre diplomatie et mieux impliquer la diaspora 11

II. institutions et libertés publiques

- Instaurer un pouvoir exécutif responsable et contenu 12
- Renforcer l’Assemblée nationale pour un réel contrôle de l’Exécutif 13
- Créer des pôles régionaux pour des collectivités territoriales fortes 15
- Instaurer un pouvoir judiciaire libre et indépendant 16
- Administrer d’ordre et pour le compte du peuple 17
- Réguler l’État contre les abus de pouvoir et protéger les libertés fondamentales 18
- Instaurer le culte de la transparence et de la reddition des comptes 19
- Sécuriser et rassurer les Sénégalais 20

Solutions sur le plan économique

III. Produire par et pour nous-mêmes et viser le monde

- Faire de l’agriculture le fer de lance de notre économie 23
- Propulser un élevage dynamique 24
- Protéger et assurer le développement durable de la pêche et de l’aquaculture 25
- Gérer de façon concertée, durable et profitable les ressources naturelles 27
- Promouvoir l’industrialisation pour un développement endogène 28
- Fournir une énergie durable et de l’eau potable accessibles à tous 30
- Structurer le secteur privé autour des PME/PMI 32
- Protéger le secteur du commerce pour un impact positif sur les ménages 33
- Reconquérir le levier monétaire pour une économie forte 34
- L’artisanat et la culture pour un tourisme intégré et une société épanouie 35
- Veiller à l’équilibre de l’écosystème et préserver l’environnement 37
- Mieux planifier l’urbanisation pour un meilleur habitat 39
- Réorienter la formation professionnelle pour une meilleure employabilité 40
- Faciliter la circulation des personnes et des biens 42
- Mettre le numérique au service de la création de valeurs 43

Solutions sur le plan social

IV. Protéger les Sénégalais et réduire les inégalités

- Égaliser les chances par l’éducation 47
- Promouvoir la femme et veiller sur l’enfant 49
- Promouvoir la solidarité par le soutien aux seniors et aux personnes vulnérables 51
- Assurer des soins de qualité et une meilleure protection sociale aux populations 53
- Démocratiser l’accès au foncier et à un logement décent 55
- Socialiser par le sport et hisser notre niveau de compétitivité 56

Solutions sur le financement

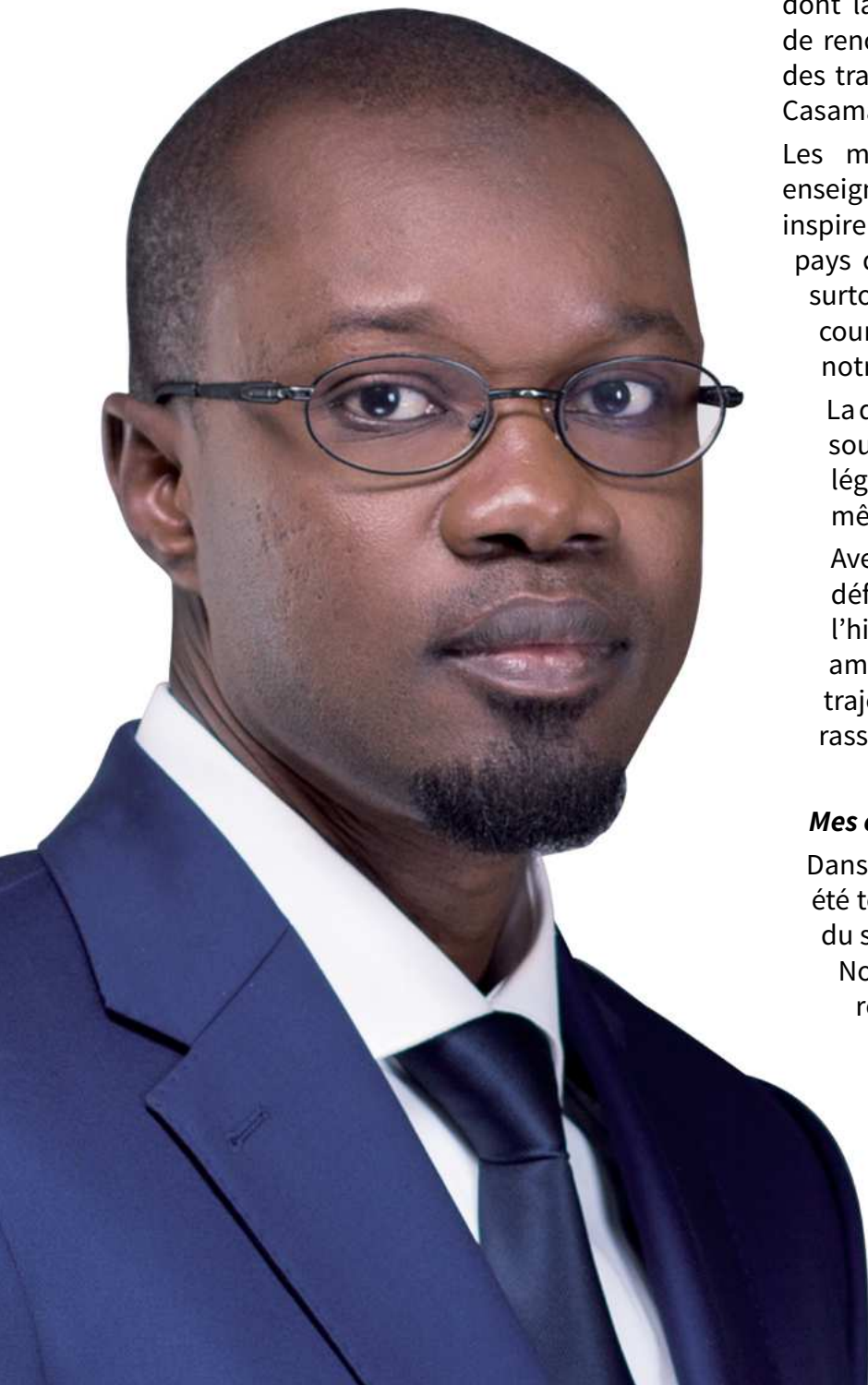
V. Promouvoir les financements innovants et diversifier les sources de recettes

- Rationaliser le schéma institutionnel du financement autour de la CDC 58
- Instituer des “fonds patriotes” sectoriels pour financer les PME, les Entrepreneurs et les start-up 58
- Mobiliser le secteur privé national dans l’exécution des grands projets de l’État en leur accordant 58
- Adapter le cadre légal du financement participatif pour des financements innovants 59
- Mettre en place des fonds de pension et d’investissement de la diaspora des garanties souveraines 59
- Réduire le train de vie de l’État pour mieux orienter la dépense publique 60
- Réformer l’Administration financière pour plus d’efficacité dans la mobilisation des ressources 60



Sénégalaises, Sénégalais, Chers compatriotes,

Tout d'abord, rendons grâce à Dieu de nous avoir permis de vivre ce moment important de notre Nation, et prions ensemble, pour que la paix, la stabilité et la cohésion continuent de régner dans notre pays, le Sénégal.



Ousmane Sonko, fils du Sénégal, produit du Sénégal, serviteur du Sénégal. Je suis prêt à relever, avec vous, le défi de la transformation positive et durable de notre pays.

Le projet politique que je porte, et que j'aurai l'honneur de vous présenter pendant trois semaines, est le reflet de qui je suis. En effet, par la transversalité de mes origines familiales et sociales, mon parcours personnel (produit des daaras et de l'école publique), je fais partie des sénégalais dont la vie est une symbiose achevée et un lieu de rencontre de notre diversité culturelle inspirée des traditions du Fouta au Gandiol, du Cayor à la Casamance, en passant par le Baol.

Les meilleurs récits de notre histoire et les enseignements de nos vénérés guides nous inspirent. Les valeurs tirées de la richesse de notre pays qui ont noms ouverture, tolérance, respect surtout de la parole donnée, solidarité, dignité, courage et intégrité ont constamment constitué notre boussole.

La décadence de ces valeurs a engendré une dure souffrance des populations et les demandes légitimes et impérieuses que vous avez vous-mêmes exprimées,

Avec cette élection, nous voulons tourner définitivement la page d'une séquence de l'histoire multiséculaire de notre pays pour amorcer, comme un seul peuple, une nouvelle trajectoire qui doit nous mener vers un avenir rassurant pour le Sénégal et pour l'Afrique.

Mes chers compatriotes,

Dans un perpétuel recommencement, nous avons été témoins, jour après jour, de la recomposition du système que nous avons combattu et vaincu.

Nous avons vu les pratiques bannies être restaurées et les acteurs écartés reconduits par le biais de la transhumance politique.

Nous avons été déçus, après chaque changement de régime, par les nouveaux dirigeants qui ont été investis de responsabilités, sur la base de notre confiance et de nos espoirs.

Je mesure l'étendue de votre déception, notre déception.

Je vois, avec peine, toutes les souffrances vécues par nos compatriotes des villes et des campagnes, du fait de la pauvreté avilissante, de la désagrégation du système éducatif et sanitaire et du chômage endémique des jeunes.

Je n'oublie pas toutes les peines et privations supportées par les femmes.

Mes chers compatriotes,

au soir du 24 février 2019, quand vous me porterez à la magistrature suprême, je me ferai le devoir de tenir toutes mes promesses, car c'est ce que l'on m'a appris à faire. Je veillerai consciencieusement à la sauvegarde des ressources de la Nation et les préserverai contre toutes les formes de pillage et de prédation, qu'elles viennent de l'intérieur ou de l'extérieur.

Mes chers compatriotes,

L'heure du véritable changement a sonné. Refusons de rester dans le statu quo d'un système incapacitant qui inhibe, bride la créativité et le talent qui sommeillent en chacun de nous.

Nous devons choisir la vraie rupture car toute notre histoire est jalonnée par les victoires et les réussites de nos vénérés ancêtres qui ont mis fin aux ordres préétablis pour ouvrir les voies de l'avenir.

Je suis parfaitement conscient de l'étendue des défis que nous aurons à relever. Je sais que le chemin sera long, parsemé d'embûches. Mais, je suis persuadé qu'avec la vision que nous partageons pour le Sénégal et l'Afrique, la détermination qui nous habite tous et notre envie de vaincre, nous viendrons à bout de toutes difficultés pour hisser notre pays sur les rampes d'un développement inclusif et durable, loin des slogans creux de l'émergence.

Mes chers compatriotes,

Le Président de la République que j'entends être va garantir une séparation effective des pouvoirs, réduire les pouvoirs exorbitants du Président de

la République, rationaliser le gouvernement et soustraire la justice et l'Assemblée nationale de la tutelle étouffante de l'exécutif, ce à travers des réformes institutionnelles courageuses qui seront enclenchées dès notre installation.

Le Président de la République que j'entends être va soustraire l'administration de toute influence politicienne en mettant en place un régime d'incompatibilité entre les hautes fonctions administratives et l'engagement partisan. L'appel à candidature sera généralisé dans tous les postes de directions et directions générales de l'administration.

Le Président de la République que j'entends être va combattre la corruption, le détournement des deniers publics et le gaspillage de ressources de l'État à travers des mesures de prévention et de sanction de tous les abus et pratiques illicites.

Le Président de la République que j'entends être va mettre les ménages au centre des priorités de son action pour restaurer les valeurs de citoyenneté, de patriotisme, de paix, de respect de l'environnement, du bien public et des droits humains.

Mes chers compatriotes,

Dans les prochaines heures, j'entamerai un parcours qui me conduira dans de nombreuses contrées du Sénégal pour vous rencontrer. Je viendrai vous exposer le programme de la Coalition Sonko Président. Nous sommes persuadés que ce programme donne les clés des solutions aux nombreux problèmes que nous avons identifiés et analysés partout dans tous les secteurs de la vie de notre pays

Le 24 Février 2019, dans l'intimité de l'isoir, laissez parler votre amour pour le Sénégal.

**N'attendons pas le changement
Nous sommes le changement !**

L'Avenir, c'est maintenant !

◀> SOLUTIONS SUR LE PLAN POLITIQUE

I. Pour un nouveau pacte Républicain et un engagement au service de l'Afrique



1 | Réconcilier nos identités et renforcer notre ancrage dans nos valeurs

Les symboles de la République sont censés rappeler aux Sénégalais quelles sont les valeurs de leur pays, qu'ils sont unis par la même histoire et des traditions communes dans la diversité, qu'ils doivent être fiers de leur pays, le respecter et le faire respecter.

Chaque symbole évoqué devrait produire du sens en chaque Sénégalais et réveiller ce sentiment national moteur du patriotisme agissant. Ce ne sera qu'en tant que nation soudée, imprégnée de ses valeurs et consciente de son identité commune, que nous irons victorieux à l'assaut pacifique d'un monde féroce.

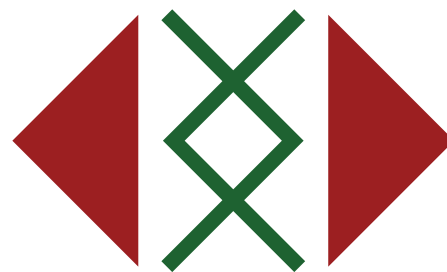
Nous sommes pour la laïcité, comprise dans le sens d'un système équidistant des religions, garantissant à chacune d'elles les conditions de sa pleine et libre pratique. Elle est le gage de la stabilité, d'une cohabitation pacifique assise sur la tolérance et le respect mutuel, avec l'encouragement et l'accompagnement judicieux de l'État, abstraction représentative de tous les Sénégalais, sans distinction de genre, d'origine sociale, ethnique, religieuse, raciale, géographique, ou autre.

2

Repenser les leviers communautaires, privilégier l'Afrique et diversifier nos partenariats

◀ Solutions

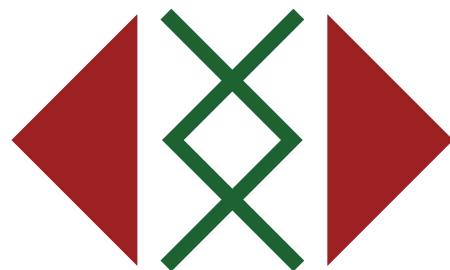
- Nous initierons, sur l'identité nationale, de larges concertations, inclusives et ouvertes, qui seront sanctionnées par un rapport et des recommandations pratiques ;
- Nous inscrirons et nous soumettrons au vote de l'Assemblée nationale, des crédits budgétaires annuels destinés au financement officiel des cultes ;
- Nous mettrons sur pied un organe gouvernemental dédié, avec avis consultatif sur les questions majeures, chargé d'administrer ces crédits selon des modalités et critères à définir, et principalement orienté vers l'organisation des enseignements, la construction d'infrastructures et l'accompagnement des cérémonies religieuses ;
- Nous introduirons l'éducation à la citoyenneté, à la paix, à l'environnement, au respect mutuel, à la morale et au civisme dans les curricula et les programmes scolaires ;
- Nous mettrons en place un service civique national pour réarmer moralement la jeunesse, lui donner les bases de l'amour de la nation, le sens du travail, pour ressouder la nation.



L'aboutissement du processus d'intégration sous régionale n'est plus un choix pour notre pays, mais un impératif, au vu de nos ambitions économiques et surtout du contexte géopolitique africain et mondial.

Ce contexte est propice à un sursaut panafricain, puisque l'Afrique est au cœur des préoccupations de la communauté internationale. Encore faudrait-il qu'elle se dote d'un leadership décomplexé et de la volonté de refonder enfin les structures postcoloniales, de promouvoir réellement la démocratie et les droits humains, et de mettre en place de nouvelles conditions de paix, de sécurité et de liberté, gages d'un développement durable.

Il faut repositionner le Sénégal, par ordre de priorité, sur les scènes diplomatiques sous régionale, africaine et internationale. Le contexte sécuritaire, les enjeux économiques et les préoccupations sociales transfrontalières, nous imposent de rétablir très vite des relations basées sur l'amitié et le partenariat.



◀ Solutions



- Nous proposerons à chacun des pays limitrophes du Sénégal (Gambie, Mauritanie, République de Guinée, Guinée Bissau et Mali) une gestion collégiale de ces enjeux, avec des spécificités bilatérales par endroit, articulée autour de :

- **la mise en place d'un Comité de Défense et de Sécurité ;**
- **la mise en place d'un Comité de développement économique et social, au niveau ministériel, chargé de discuter de tous les sujets, économique, commercial et culturel, afin de développer les potentialités, de prévenir et de résoudre les conflits qui pourraient survenir dans le cadre des échanges entre pays ;**
- **la tenue régulière des grandes commissions mixtes de coopération entre nos pays ;**
- **la mise en place d'un véritable programme de coopération décentralisée avec l'organisation ou le renforcement des échanges économiques**

et culturels entre villes frontalières, de foires commerciales au niveau des villes frontalières, et leur jumelage ;

- Nous accorderons une grande priorité aux pays voisins, par la construction d'ambassades dignes de ce nom et l'affectation d'ambassadeurs et de diplomates expérimentés avec de meilleures conditions de travail ;
- Nous militerons pour la création d'un espace doté d'un marché unique organisé autour d'une union économique et monétaire, dernière étape vers une Union politique avec l'établissement d'une structure supranationale ;
- Nous ratifierons le protocole de Malabo portant amendements au protocole sur le Statut de la Cour africaine de justice et celui de la Cour des droits de l'homme et des peuples ; nous militerons activement pour le renforcement de la Justice africaine, notamment par la ratification de la Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la bonne Gouvernance et le renforcement du Parlement Panafricain ;
- Nous militerons activement pour une réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies afin que l'Afrique soit pleinement représentée dans tous les organes de prise de décision de l'ONU, y compris au sein de ce Conseil.

3 | Redorer le blason de notre diplomatie et mieux impliquer la diaspora

Faire de la diplomatie sénégalaise un outil de promotion économique, notamment pour promouvoir le secteur privé national dans la sous-région et l'Afrique, restant entendu qu'attirer les investissements directs étrangers (IDE) passera nécessairement par une révision de la carte diplomatique, une dépolitisation de nos ambassades et consulats et une amélioration des conditions de travail et de vie des diplomates.

Notre politique étrangère doit être imprégnée des préoccupations des Sénégalais vivant à l'étranger, dans le sens de les organiser et de permettre leur participation au développement du pays. Les Sénégalais excellent à travers le monde dans toutes les catégories socio-professionnelles et dans les domaines les plus pointus. Leur désir ardent est de servir le Sénégal.

◀ Solutions

- Nous ferons un audit complet du personnel du Ministère en charge des Affaires étrangères et nous réviserons la carte diplomatique et consulaire ;
- Nous mettrons en place un organigramme type pour les représentations diplomatiques (Ambassades et Consulats) avec une description objective de tous les postes ;
- Nous mettrons en place une base de données des Sénégalais de l'extérieur en nous appuyant sur le réseau des ambassades et consulats du Sénégal qui seront de véritables détecteurs de talents ;
- Nous mettrons en place une banque des projets de la diaspora et nous proposerons un accompagnement spécial pour les projets d'envergure ;
- Nous négocierons des accords de rapatriement des fonds de retraite pour nos concitoyens à l'étranger afin qu'ils puissent accéder à leur pension de retraite à partir du Sénégal.

II. Institutions et Libertés Publiques

4 | Instaurer un pouvoir exécutif responsable et contenu

Aujourd'hui, l'hyper-présidentialisme n'est plus à démontrer les institutions législative et judiciaire sont totalement sous la coupe réglée du Président de la République. Il faut y mettre un terme L'Administration de notre pays doit être républicaine, exclusivement orientée vers la satisfaction de l'usager et mise au service du développement.

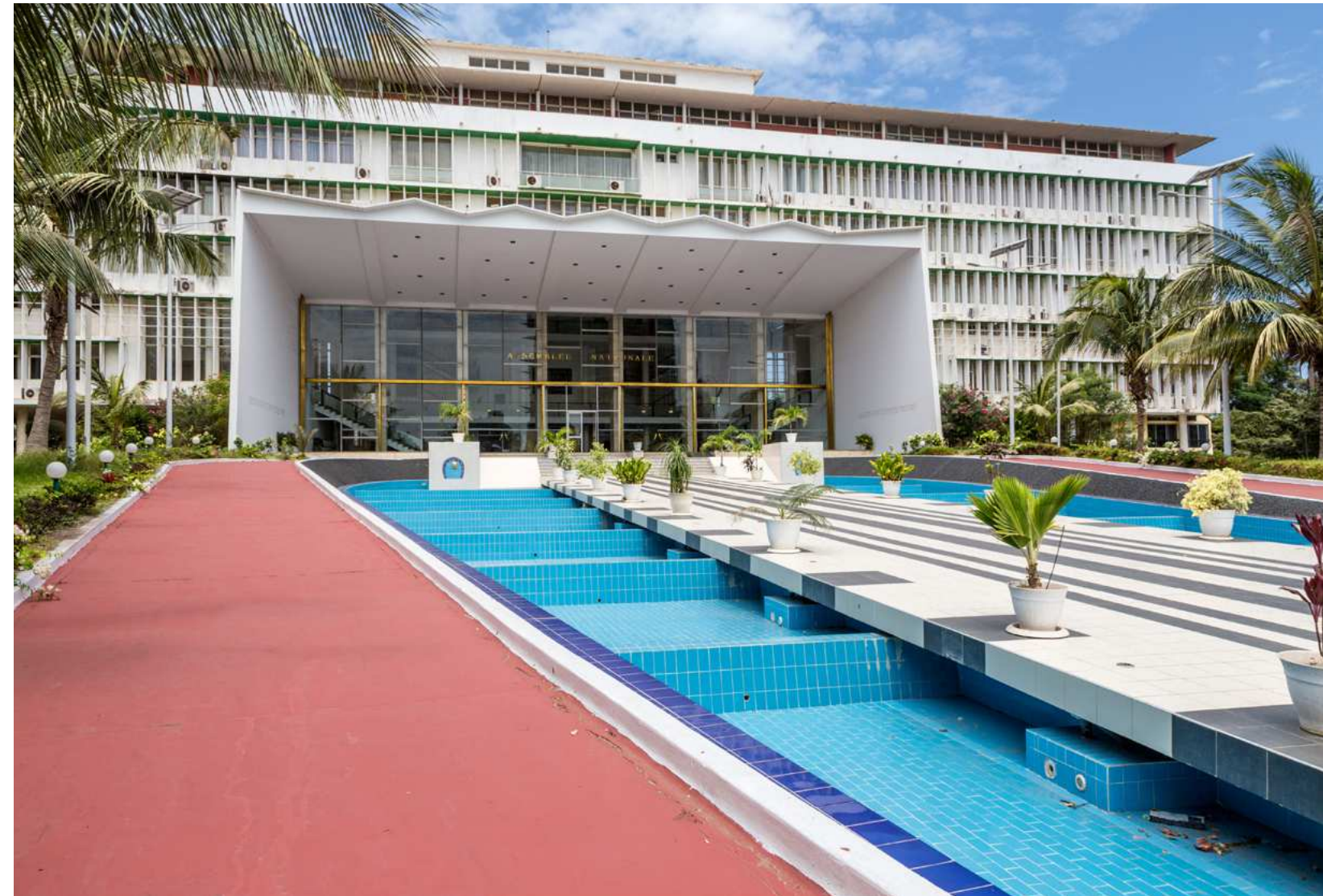
◀ Solutions

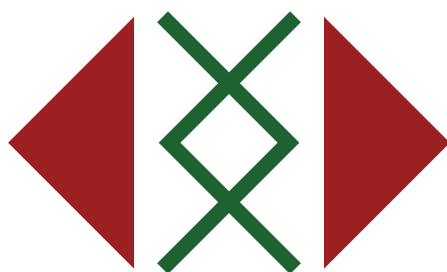
- Nous mettrons fin à la concentration des pouvoirs entre les mains du Président de la République en instituant sa responsabilité, sa révocabilité et son obligation de rendre de compte ;
- Nous instaurerons la responsabilité politique du Président de la République en introduisant la procédure de destitution pour manquement grave dont le contenu sera précisé ;
- Nous supprimerons les fonds dits “politiques” et les remplacerons par les fonds spéciaux, votés par l'Assemblée pour les opérations ultra sensibles (armement et missions secrètes par exemple) ;
- Nous soumettrons les fonds spéciaux à un contrôle spécifique et a posteriori par une sous-commission composée de membres assermentés à savoir deux (2) députés de la Commission des finances issus l'un de la majorité et l'autre de l'opposition parlementaire, deux (2) magistrats de la Cour des Comptes en plus du Président de la Commission susvisée ;
- Nous décréterons que la qualité de membre du gouvernement est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction nominative ou élective.

5 | Renforcer l'Assemblée nationale pour un réel contrôle de l'Exécutif

Le Sénégal doit se suffire d'une Assemblée nationale monocamérale forte de ses attributions et prérogatives, consciente de ses missions et dotée de pouvoirs conséquents et disposer de Collectivités territoriales véritablement autonomes, librement administrées et viables.

Pour le cas particulier des collectivités locales, force est de noter que malgré la communalisation intégrale, elles demeurent confrontées à des problèmes d'ordre financier et organisationnel, de manque de compétences, de défaut de modernisation des rapports entre l'État et les collectivités locales qui ne leur permettent pas d'assurer le service public et les missions de proximité.





6 Créer des pôles régionaux pour des collectivités territoriales

Malgré la communalisation intégrale, les collectivités locales demeurent confrontées à des problèmes d'ordre financier et organisationnel, de manque de compétences, de défaut de modernisation de leur rapports avec l'État qui ne leur permettent pas d'assurer le service public et les missions de proximité.

◀ Solutions

- Nous fixerons le bureau de l'Assemblée nationale à cinq (5) Vice-présidents, quatre (4) secrétaires élus et deux (2) questeurs. Un des postes de Vice-président, au moins, sera réservé à l'Opposition parlementaire. Les postes de Questeur et de Président de la Commission de contrôle et de comptabilité sont obligatoirement répartis entre la majorité et l'opposition parlementaires. Il en est de même des fonctions de Président et de Rapporteur de la Commission des Finances ;
- Nous donnerons à l'Assemblée nationale le pouvoir de déclencher une procédure de mise en accusation du chef de l'État et du Premier ministre, notamment pour violation grave de serment, violation délibérée de la Constitution, atteinte grave aux droits de l'Homme, malversation, corruption, enrichissement illicite, atteinte à l'unité nationale et à l'intégrité du territoire, conflits d'intérêts ;
- Nous réviserons le mode de scrutin des élections législatives pour une Assemblée nationale plus représentative de la situation politique et du corps électoral ;
- Nous améliorerons les conditions d'efficacité et de travail des parlementaires par le recrutement et la mise à disposition d'assistants, de local de travail dans leur circonscription pour les députés élus au scrutin majoritaire, mais surtout l'interdiction de tout cumul de deux mandats électifs et de fonctions ;
- Nous légifèrerons clairement sur les régimes juridique et fiscal de la rémunération des députés qui, comme les autres citoyens, vont payer l'impôt.
- Nous supprimerons le Conseil Economique Social et Environnemental (CESE), le Haut Conseil des Collectivités Territoriales (HCCT), et autres institutions inutiles et budgétivores.

◀ Solutions

- Nous érigerons au Sénégal six grandes régions-pôles de développement durable, véritables laboratoires d'expérimentation, d'impulsion et d'éclosion des politiques économiques et sociales. Celles-ci auront des compétences élargies et encadrées, notamment en matière agricole ;
- Nous réformerons substantiellement la fiscalité locale existante par une meilleure répartition de la charge fiscale entre les différentes branches de l'économie ;
- Nous porterons annuellement les fonds de dotation à 240 milliards minimum à partir de 2020. Ces fonds seront soumis à un contrôle rigoureux. Leur décaissement sera soumis à l'élaboration des plans communaux de développement approuvés par le ministère en charge des collectivités territoriales dans le respect de la stratégie nationale de développement des pôles-régionaux ;
- Nous transférerons également certains impôts et taxes d'État et impliquerons les collectivités locales dans toute politique fiscale d'exonérations portant sur des impôts locaux et induisant pour elles des abandons de recettes, aussi bien dans la phase législative que dans les modalités pratiques d'octroi de celles-ci ;
- Nous aménagerons le cadre législatif et réglementaire pour permettre aux collectivités locales d'accéder aux nouveaux instruments de financement de leurs infrastructures notamment par les emprunts (classique ou obligataire), les partenariats publics privés (PPP) et le dispositif de la coopération décentralisée ;
- Nous mettrons en place une commission nationale de réformes territoriales (CNRT) à laquelle nous donnerons un délai de six (06) mois à un (01) an pour déposer ses conclusions.



7 | Instaurer un pouvoir judiciaire libre et indépendant

La Justice constitue le premier rempart de la démocratie. Elle garantit l'effectivité des droits fondamentaux inscrits dans la Constitution et la régulation normative de la République si, et seulement si elle s'affranchit des tutelles politiques et du jeu des lobbies. Le constat objectif met en exergue une méfiance des populations et un doute sur sa crédibilité et son indépendance.

◀▶ Solutions

- Nous passerons d'un Conseil constitutionnel à une Cour constitutionnelle qui sera au sommet de l'organisation judiciaire. Elle sera soustraite de l'emprise du Président de la République par le mode paritaire de désignation de ses membres et par le fait que ce dernier ne sera plus membre du Conseil supérieur de la Magistrature, l'organe de gestion de la carrière des magistrats ;
- Nous soustrairons le Parquet de la tutelle fonctionnelle du ministère de la Justice et nous instituerons un Juge des libertés ;
- Nous renforcerons considérablement les pouvoirs d'investigation de l'Inspection Générale de l'Administration de la Justice (IGAJ) pour assurer son efficacité dans la détection et la traduction des acteurs impliqués dans des affaires de corruption ;
- Nous moderniserons les greffes par la numérisation des registres et la modernisation des instruments de travail. La dématérialisation des procédures d'obtention des pièces et documents permettra d'arriver à plus de célérité dans le traitement des dossiers ;
- Nous construirons de nouvelles prisons respectant les standards de commodité et de sécurité afin de préserver la dignité humaine des personnes incarcérées qui seule facilitera leur réinsertion sociale et nous combattons les abus tels que les longues détentions préventives ;
- Nous mettrons en place un programme de réinsertion sociale des détenus pour réduire le taux de récidive, la radicalisation dans le milieu carcéral, le budget « alimentaire » des établissements pénitenciers et pour garantir aux détenus un métier et un pécule minimal à la sortie de prison.

8 | Administrer d'ordre et pour le compte du peuple

Notre administration est complètement désarticulée et non performante ; non pas que les ressources humaines soient de mauvaise qualité, mais du fait, entre autres, de sa politisation outrancière. Les maux de l'administration ont pour noms clientélisme politique, absence de plan de carrière, distorsions dans le système de rémunération, corruption galopante et impunité, absence de déontologie face à l'utilisateur.

La relation du fonctionnaire à l'administré, à travers le service à l'utilisateur du service public, est empreinte de manque de disponibilité et de sollicitude, car le fonctionnaire garde une posture de dominant attendant de l'utilisateur égards et déférence.

◀▶ Solutions

- Nous mettrons en place le mécanisme de l'appel à candidature permettant une pré-sélection sur dossier par un comité ad hoc spécialisé et sur des critères combinés d'ancienneté, de compétence et de probité ;
- Nous réexaminerons, en poursuivant un objectif de renforcement du pouvoir d'achat des agents de l'Etat, les rémunérations de base dans la fonction publique dans le sens de plus d'équité entre les corps et les hiérarchies ;
- Nous instituerons le recours exclusif au concours pour les recrutements civils et militaires afin de garantir l'égalité des chances aux citoyens et la qualité du recrutement à l'Etat ;
- Nous consacrerons l'incompatibilité de l'exercice des responsabilités techniques de Directeurs, Directeurs généraux et secrétaires généraux de structures publiques et parapubliques avec toute implication dans la vie politique ;
- Nous renforcerons l'efficacité de l'administration publique et nous l'inscrirons dans une démarche qualité par l'amélioration de l'accueil, de la fourniture de l'information et du service ainsi que de la lisibilité des procédures pour le citoyen ;
- Nous régulariserons les montants dus aux enseignants, au titre de la validation des années de vacation avant fin 2019 afin de donner un gage de bonne volonté pour le pacte de stabilité que nous entendons proposer aux acteurs de l'Education pour une école stable et performante ;
- Nous inscrirons dans la Constitution, le devoir pour chaque agent de l'Etat de refuser d'exécuter un ordre manifestement illégal d'un supérieur hiérarchique et nous proposerons une loi pour protéger les lanceurs d'alerte.

9 Réguler l'État contre les abus de pouvoir et protéger les libertés

Le plus souvent, la boulimie du pouvoir, la peur de rendre compte et les pressions claniques et lobbyistes ont poussé les tenants du pouvoir à des manœuvres extrêmes de manipulation de la Constitution et/ou des règles du jeu électoral. Et n'eût été notre solide socle de régulateurs sociaux, l'irréparable se serait plusieurs fois produit depuis. Mais on ne peut plus continuer à laisser notre ressource la plus précieuse, notre stabilité, exposée à l'aventurisme et la cupidité de cette engeance politicienne. C'est ce diagnostic qui a motivé les réflexions et propositions pertinentes formulées dans le cadre des Assises Nationales auxquelles nous souscrivons.

◀ Solutions

- Nous adopterons une nouvelle Constitution à sacraliser par des procédures rigides d'amendement et nous préciserons les domaines amendables uniquement par référendum et les domaines courants modifiables par le Parlement à une majorité qualifiée ;
- Nous inclurons dans le bloc de constitutionnalité une grande Charte des Libertés et de la Démocratie régissant les droits et libertés, les principes fondamentaux des institutions et des pouvoirs publics et les principes généraux du système électoral et des scrutins ;
- Nous créerons une Haute Autorité de la Démocratie, organe indépendant chargé d'assurer la régulation du champ politique y compris le fonctionnement des partis politiques, de préparer, conduire et organiser les scrutins électoraux et référendaires. Elle assurera également le contrôle de la régularité du fonctionnement et du financement des partis politiques, la vérification du financement des campagnes électorales et organisera enfin la tenue de concertations régulières entre les acteurs du jeu politique ;
- Nous créerons, en lieu et place du Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel (CNRA), une Haute Autorité des Médias (HAM), organe indépendant qui sera chargé de réguler le secteur, de garantir l'accès équitable au service public. Elle donnera son approbation pour la nomination des dirigeants des médias du service public et garantira à tous les citoyens un égal accès à l'information et au service public.

10 Instaurer le culte de la transparence et de la reddition des comptes

Dans notre pays, la mal gouvernance a atteint des proportions très inquiétantes. Les organes de contrôle font leur travail au terme duquel ministres, directeurs généraux, directeurs et autres responsables publics sont épinglés par des rapports rondement menés pour des faits gravissimes ayant compromis l'intérêt général à coup d'enjeux financiers colossaux.

L'absence ou la faiblesse de connexion des corps de contrôle au judiciaire, leur rayon d'action limité et surtout leur rattachement organique et fonctionnel à l'exécutif, font que le Président de la République a ainsi le pouvoir, malgré la gravité des faits révélés, de décider de les mettre sous le coude et ainsi d'étouffer administrativement et judiciairement n'importe quel dossier.

◀ Solutions

- Nous renforcerons l'indépendance des corps de contrôle qui seront autonomes sur le plan budgétaire et dans la définition et l'exécution de leurs missions sans aucune possibilité d'intervention externe ;
- Nous conférerons aux organes de contrôle un pouvoir de saisine directe du procureur et, en cas de carence ou de lenteurs anormales de ce dernier, d'une transmission directe au juge ;
- Nous élargirons les compétences de la Cour des comptes au contrôle des comptes et de la gestion de la Présidence de la République, du Parlement et des autres institutions.

11 | Sécuriser et rassurer les Sénégalais

Le Sénégal vit dans un monde de moins en moins sûr, exacerbé par le terrorisme. Notre modèle sociétal bâti sur la non-violence, la cohabitation pacifique, les valeurs culturelles et religieuses de respect de la vie et de la dignité humaines combiné au professionnalisme incontesté de nos services de sécurité, nous assurent une certaine paix.

Cependant, les derniers développements en termes d'agressions, de rapt, de meurtres crapuleux... nous recommandent prudence et alerte. Ces actes barbares n'épargnent pas les enfants en bas âge et même les nouveau-nés ; ils frappent durement les personnes vivant avec un handicap comme les albinos. Ils surviennent au détour d'anodines disputes d'automobilistes dans la circulation, entre coépouses, entre jeunes amis de quartier...

En matière de protection des données personnelles, les pratiques actuellement mises en œuvre par les opérateurs télécoms présentent des risques de perte de leur contrôle à plusieurs niveaux avec les accès étrangers aux données nationales à partir des infrastructures mutualisées et/ou délocalisées.



◀ Solutions

- Nous améliorerons considérablement les conditions de travail et d'existence de corps qui jouent un rôle crucial dans la sécurisation physique et matérielle des Sénégalais ;
 - Nous renforcerons la formation et l'équipement de nos troupes et privilégierons le renseignement et la coopération militaire aux niveaux sous-régional, régional et international ;
 - Nous affirmerons la souveraineté militaire pleine et entière du Sénégal sur son territoire. À cet effet, nous négocierons la restitution des bases militaires ;
 - Nous installerons dans chaque région un centre tactique de coordination qui sera au centre de la politique sécuritaire de proximité. Son action concernera la police, les sapeurs-pompiers, la gendarmerie, la douane et le service des eaux et forêts ;
 - Nous promulguons et appliquerons la loi d'orientation sur la sécurité intérieure (LOSI) sur la délinquance juvénile ;
 - Nous élaborerons une Stratégie Nationale de Défense et de Sécurité (SNDS) dont l'objectif est de fixer les orientations stratégiques de notre politique de défense et de sécurité
- et servira de document de base pour la définition des budgets des institutions en charge de la défense et de la sécurité nationales ;
- Nous créerons un Bouclier Sécurité et Défense Nationale (BSDN) pour faire face aux menaces liées à la piraterie maritime et protéger nos ressources en hydrocarbures, renforcer l'équipement de la marine nationale par des corvettes, des navires de patrouilles, de drones et d'avions de surveillance maritime, de destroyers etc ;
 - Nous promouvons le comportement citoyen sur la route par l'éducation au code de la route dès l'élémentaire et à travers une communication soutenue en direction des usagers ;
 - Nous renforcerons les moyens humains et matériels de la police et de la gendarmerie avec des brigades motorisées dans les communes urbaines pour plus de proximité et de rapidité dans les interventions ;
 - Nous agréons, des sociétés offrant des services de remorquage pour les véhicules en panne ou ayant subi un accident pour éviter les blocages de la circulation.

◀> SOLUTIONS SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE

III. Produire par et pour nous-mêmes et viser le monde



12 | Faire de l'agriculture le fer de lance de notre économie

L'agriculture sénégalaise porte les séquelles de mauvais choix hérités de la colonisation et a également beaucoup souffert des politiques de rigueur et des aléas climatiques. Toutes choses qui ont réduit considérablement sa productivité et sa capacité à satisfaire les besoins.

◀> Solutions

- Nous assurerons la maîtrise de l'eau et sa gestion rationnelle, dans les régions sahéliennes arides du centre-nord par la réalisation du Canal du Cayor, du Canal du Baol et la relance du projet de revitalisation des vallées fossiles ;
- Nous construirons des barrages anti-sel à l'embouchure du fleuve Casamance afin de "désaliniser" le fleuve et mobiliser sa ressource en eau douce pour le développement de la riziculture locale et de la mangrove ;
- Nous réorienterons les subventions agricoles et réviserons leur mode de gouvernance pour s'assurer de leur efficacité et de leur efficience en faisant notamment la promotion des lignes de crédit pour l'équipement des exploitations familiales en plus des crédits de campagne ;
- Nous favoriserons la mise en place de coopératives agricoles qui permettront aux agriculteurs de mieux s'organiser et de se professionnaliser avec des possibilités d'investissement plus fortes ;
- Nous renforcerons la recherche dans le domaine agricole en mettant sur pied un fonds de recherche appliquée à l'agriculture ;
- Nous fusionnerons les structures d'encadrement en vue de rationaliser les ressources et d'éviter les doublons dans leurs domaines d'intervention ;
- Nous renforcerons également les dispositifs d'incitation fiscale à la production intérieure, avec des mesures d'exonération sur les intrants et le matériel d'exploitation.



13 | Propulser un élevage dynamique

L'élevage se caractérise par une incapacité à répondre aux besoins carnés domestiques, aux besoins en produits laitiers (cause de la facture étouffante d'importation de produits laitiers), une sous-exploitation des sous-produits comme le cuir...

- Nous soutiendrons la création de grandes fermes d'élevage, véritables laboratoires d'application des recherches effectuées sur l'amélioration des races, par des incitations et un accompagnement financier ;
- Nous aménagerons des espaces, des parcelles fourragères et des points d'abreuvement en dupliquant le modèle du Ranch de Dolly dans les zones du Sine-Saloum, du Sud et Sud-Est et nous proposerons des systèmes mixtes intégrant l'agriculture et l'élevage afin d'optimiser l'utilisation des espaces aménagés ;
- Nous inciterons la création, dans les Ranch et/ou espaces aménagés, des unités d'abattoirs certifiées, de conservation laitière et de traitement des peaux collectées.

14 | Protéger et assurer le développement durable de la pêche et de l'aquaculture

Notre patrimoine halieutique a été, en réalité, dilapidé du fait d'une mauvaise gouvernance qui n'a pas su préserver sa durabilité. Voilà pourquoi notre potentiel halieutique n'est plus en mesure de procurer des revenus décents à nos communautés de pêcheurs, de soutenir la rentabilité de nos industries de pêche et de contribuer convenablement au développement économique et social de notre pays.

Le sous-secteur de l'aquaculture, malgré l'intérêt relativement récent affiché par les pouvoirs publics, n'a manifestement pas décollé en raison notamment de l'insuffisance en nombre des fermes pilotes nécessaires pour multiplier les expérimentations, fournir les intrants et permettre l'encadrement de proximité. Il est aussi affecté par des problèmes de gestion des grands domaines de production aquacole aménagés par l'Etat et un manque d'appropriation par les populations locales et le secteur privé.

Solutions

- Nous réserverons la zone des **12 milles marins** (mer territoriale) à l'exercice exclusif de la pêche artisanale pour donner un accès prioritaire à la ressource et aux marchés aux activités de pêche socialement équitables et écologiquement durables ;
- Nous réformerons les Conseils locaux de pêche artisanale (CLPA) et en ferons des associations privées dotées de pouvoirs de gestion plus étendus pour les acteurs privés et réduirons parallèlement les prérogatives de l'Etat qui continuera à y siéger ;
- Nous généraliserons la technologie de géolocalisation des pirogues pour assurer la sécurité des pêcheurs et faciliter les opérations de sauvetage en mer ;
- Nous élaborerons et mettrons en œuvre un Programme National d'Immersion et de Gestion des Récifs Artificiels (PLAN RECIF) pour reconstituer les habitats et écosystèmes marins dégradés par des décennies de mauvaises pratiques de pêche tant artisanales qu'industrielles ;
- Nous mettrons en place un fonds de promotion de l'aquaculture pour accompagner les acteurs qui veulent investir dans les chaînes de valeur aquacole ;
- Nous renforcerons l'encadrement technique et institutionnel des acteurs par la multiplication des centres et stations aquacoles dans les régions et les zones où le potentiel de développement existe ;
- Nous renforcerons le dispositif de surveillance des eaux maritimes sénégalaises et de lutte contre la pêche, non réglementée et non déclarée (Pêche INN) ;
- Nous veillerons à l'application sans concession de la réglementation sur la pêche maritime (repos biologique, permis de pêche, immatriculation des pirogues, filets à mailles réglementaires) ;
- Nous allouerons au secteur ses ressources propres (licences de pêche, permis de pêche, cartes mareyeur, amendes, etc.) afin que la pêche puisse financer la pêche.



15 | Gérer de façon concertée, durable et profitable les ressources naturelles

La question des ressources naturelles engage toute une nation et transcende le mandat d'un homme, d'une génération. Elle doit donc se faire de façon concertée. Notre potentiel minier, longtemps considéré comme négligeable, se révèle de plus en plus abondant et économiquement rentable. Son exploitation doit accompagner la naissance et la croissance d'industries structurées autour de l'extraction et de la transformation des produits et de leurs dérivés.

- Nous allons bâtir, avec tous les acteurs, un consensus national fort et stable pour l'exploitation du sol et sous-sol, notamment du pétrole et du gaz au Sénégal, afin de fournir à l'Etat un appui politique et garantir d'une part la transparence dans la gestion des ressources, en amont comme en aval ; et d'autre part, la prise en compte des défis sociaux et environnementaux ;
- Nous recouvrerons l'impôt dû sur la cession des titres ayant fait l'objet de cession conformément aux dispositions légales déjà en vigueur au Sénégal au moment de la vente ;
- Nous favoriserons l'émergence de champions nationaux avec l'appui réel et efficace de l'Etat, en profitant des opportunités qu'offre le "contenu local" dans le cadre de l'exploitation du pétrole et du gaz.
- Nous renégocierons les contrats signés sur les blocs pétroliers déjà attribués afin de préserver les intérêts supérieurs du peuple dans l'exploitation de ses ressources ;



16 | Promouvoir l'industrialisation pour un développement endogène

Il nous faut opter pour un modèle alternatif axé sur une transformation structurelle et radicale de notre économie (dont les secteurs clés sont entre les mains de capitaux étrangers), adossée à une bonne politique budgétaire à travers des choix hardis et rationnels dans les politiques de recettes, de dépenses et d'endettement. Ces actions combinées agiront efficacement sur l'activité économique et le niveau de vie du pays à travers le plein emploi, la stabilisation des prix, la croissance économique endogène et l'équilibre extérieur et monétaire.

Notre ambition est de promouvoir un effort créatif interne, qui s'appuie sur le génie et le patriotisme des Sénégalais, pour configurer une structure productive adaptée aux potentialités spécifiquement

nationales et aussi tenter de tirer parti des ouvertures mondiales, mais, en priorité, sous régionales et régionales.

Cette productivité sera assise sur le renforcement des infrastructures de transformation, de conservation et de commercialisation des productions dans les filières de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et des ressources naturelles avec une meilleure intégration dans la filière industrielle.

Nous donnerons la priorité au développement de petites et moyennes industries avec des initiatives ciblées, dans certaines filières, et nous promouvrons la migration vers quelques grands champions avec l'ambition de conquérir rapidement et progressivement les marchés de la sous-région et de l'Afrique.

◀ Solutions

- Nous mettrons en place un programme de compétitivité nationale pour l'industrie en regroupant et en renforçant leur accompagnement technique. A cet effet nous mettrons à leur disposition des lignes de financement et des mesures de défiscalisation dans l'acquisition des équipements de transformation des PMI ;
- Nous boosterons notre capacité de création d'offres technologiques locales de haute valeur ajoutée par la création d'un centre d'innovation industrielle dont la mission sera la recherche d'opportunités de produits industriels sur lesquels les entreprises peuvent se positionner ;
- Nous développerons au niveau des pôles régionaux de développement économique, des zones industrielles par blocs métiers dont certaines seront dédiées à l'export (regroupant chercheurs, enseignants, développeurs et industriels dans les domaines sectoriels prioritaires) ;
- Nous garantirons l'approvisionnement des industries locales en réservant un quota minimal des matières premières extraites au Sénégal à la production locale ;
- Nous promouvrons l'émergence de capitaines d'industrie nationaux avec des mécanismes d'accompagnement sur le financement, la fiscalité et la formation.





17 Fournir une énergie durable et de l'eau potable accessibles à tous

Le coût de production électrique reste parmi les plus élevés de la sous-région et représente un frein majeur à la croissance économique du pays. L'évolution de la compensation versée à SENELEC (170 milliards en 2018) démontre à suffisance la forte dépendance de nos coûts de production d'électricité vis-à-vis de l'évolution des prix du pétrole sur le marché ; mieux elle prouve l'équilibre fragile et instable du secteur de l'énergie.

Une bonne gestion des ressources hydrauliques est un facteur clé pour un développement économique et social inclusif. Avec l'absence d'un cadre institutionnel autonome et indépendante, le secteur de l'eau souffre de problèmes devenus structurels tant en milieu urbain que rural.

◀ Solutions

- Nous voterons un code de l'électricité qui prendra en charge les réformes institutionnelles du secteur de l'énergie et les réformes organisationnelles des différents sous-secteurs ;
- Nous fusionnerons l'Agence Nationale pour les Energies Renouvelables (ANER) et l'Agence pour L'Economie et la Maîtrise de l'Energie (AEME) pour en faire une agence de développement des énergies renouvelables et de promotion de l'efficacité énergétique et recentrerons l'Agence Sénégalaise d'Electrification Rurale (ASER) dans ses missions de maîtrise d'ouvrage délégué ;
- Nous restructurerons la SENELEC qui deviendra une holding dotée de filiales centrées sur la production, le transport et la distribution, avec une mise en concurrence effective sur les segments production et commercialisation sur le moyen terme ;
- Nous réduirons le prix du kWh d'électricité jusqu'à 60 francs CFA, à l'horizon 2022, en positionnant le gaz domestique comme principal moyen de production de base, en remplacement du fioul et en complément des énergies renouvelables, y compris l'hydroélectricité ;
- Nous poursuivrons le bouclage du pays en haute tension 225 kV pour améliorer la qualité du service électrique dans toutes les régions du Sénégal en renforçant la modernisation du réseau de transport en téléconduite et en supervision ;
- Nous développerons un programme national d'électrification rurale pour atteindre l'accès universel à l'électricité en 2030, prioritairement à travers le développement et le maillage du pays en réseau moyenne tension 30 kV complété par des projets hors réseau, avec l'appui du « contenu local » (secteur secondaire) et le développement d'activités productives ;
- Nous renforcerons le sous-secteur des hydrocarbures et des combustibles domestiques à travers l'augmentation des capacités de raffinage et de stockage des hydrocarbures et l'appui de l'artisanat local à la production de moyens de cuisson plus efficace ;
- Nous renforcerons les interconnexions avec les pays voisins afin de promouvoir l'opérationnalisation du marché régional de l'électricité ;
- Nous réformerons le modèle de gestion de l'hydraulique rurale avec l'Office de Forages Ruraux (OFOR) en tenant compte des revenus des populations afin d'apporter les correctifs nécessaires.

18 | Structurer le secteur privé autour des PME/PMI

Il nous faut promouvoir, sans complexe, une bourgeoisie industrielle nationale, qui doit prendre le dessus sur une bourgeoisie compradore et/ou exportatrice, et qui va s'allier aux ouvriers d'industrie et à la classe moyenne salariée autour d'un consensus national sur des objectifs stratégiques à atteindre.

Nous optons donc pour un secteur privé structuré autour d'un tissu dense et diversifié de petites et moyennes entreprises et industries (PME/PMI) adossé à des organisations patronales fortes et véritables moteur de la croissance.

◀ Solutions

- Nous amenderons la Loi sur les PME dans le sens de préciser les définitions des acteurs à savoir Entrepreneur, Très Petite Entreprise, Petites et Moyenne Entreprises en tenant compte de leur secteur d'activité, afin que les orientations fiscales aient un impact positif sur chaque type d'acteur.
- Nous militerons, au sein de la Banque centrale, pour une réorientation des politiques de financement des banques commerciales ;
- Nous ferons de la Caisse de Dépôts et Consignations une holding forte avec des filiales spécialisées dans les filières de l'agro-business, de l'industrie, de l'hôtellerie, de l'immobilier et des travaux publics ;
- Nous mettrons en place, dans chaque région une Maison des Entreprises (ME) regroupant en un seul lieu tous les services d'appui, d'accompagnement et de formation à l'entrepreneuriat (Incubateur Public) et nous définirons le statut de l'entrepreneur afin d'optimiser l'action publique de l'État et de supprimer les cloisons artificielles instaurées entre les services destinés à l'entreprise ;
- Nous passerons progressivement à une fiscalité efficiente compatible avec notre nouveau statut de pays disposant de ressources naturelles que nous comptons gérer dans l'intérêt exclusif du peuple sénégalais. Nous passerons à un taux d'impôt sur les sociétés de 23% en 2023 et les salaires de moins de 250000 Francs seront totalement

19 | Protéger le secteur du commerce pour un impact positif sur les ménages



Le commerce de gros et demi-gros et de détail est principalement contrôlé par des étrangers et de plus en plus dérégulé par l'implantation des grandes surfaces. La faiblesse des prix appliquée par celles-ci attire de plus en plus de consommateurs pendant que les commerçants tirent la sonnette d'alarme sur l'avenir de leurs activités.

Le Sénégal en matière de commerce extérieur est confronté à une réelle extraversion. En réalité, les exportations constituées principalement de produits de base c'est-à-dire de produits qui ne sont pas encore transformés sont largement dépassées par les importations constituées essentiellement de produits manufacturés.

◀ Solutions

- Nous dénoncerons l'Accord de Partenariat Economique (APE) dans sa forme actuelle et nous mettrons plus de cohérence dans notre politique commerciale au regard des différents engagements internationaux (OMC, UEMOA, CEDEAO, ZLEC) et consolider l'union douanière pour la réalisation du marché commun ;
- Nous réviserons la loi sur les transactions électroniques et nous accélérerons le programme national d'adressage des habitations et des entreprises ;
- Nous favoriserons l'émergence de plateformes génériques de commerce électronique dédiées à la production locale (agriculture, pêche, élevage, tourisme, artisanat).



20 | Reconquérir le levier monétaire pour une économie forte

Le système monétaire dans lequel évolue le Franc CFA est conçu et appliqué pour maintenir celui-ci dans la captivité et la dépendance. L'arrimage fixe à l'Euro fait du Franc CFA une monnaie surévaluée, déconnectée de la réalité et de la taille de nos économies sous-développées. Il rend nos pays non compétitifs à l'exportation confinée aux matières premières brutes, desquelles nous obtenons de faibles prix qui aggravent davantage la détérioration des termes de l'échange.

◀ Solutions

Nous optons pour une sortie de ce système monétaire appauvrissant car les banques centrales ayant perdu toute initiative de change, pour maintenir ce taux de réserves, compriment nos économies et réduisent l'activité interne par une limitation des émissions monétaires.

A cet effet, nous privilégions une révision des accords monétaires (FCFA) avec la France dans un sens privilégiant la sortie de la France de l'administration de la BCEAO et donc une monnaie excluant tout dépôt de réserves au Trésor Français. A défaut nous créerons une monnaie nationale pour le Sénégal tout en militant pour une monnaie africaine à l'échelle communautaire, sous-régionale ou régionale, notamment dans le cadre de la CEDEAO.

21 | L'artisanat et la culture pour un tourisme intégré et une société épanouie

L'artisanat, pilier non négligeable de notre politique de substitution des importations, est un excellent levier d'accompagnement du tourisme tout en constituant une alternative pour la satisfaction de la demande locale en biens et services.

Le tourisme souffre, entre autres, d'un déficit de connectivité aux marchés cibles, d'une offre peu diversifiée et insuffisamment compétitive, d'une faiblesse de la qualité des services, d'un manque de main-d'œuvre formée et qualifiée, et d'un déficit de promotion de la destination Sénégal. S'y ajoutent les problèmes environnementaux, parmi lesquels l'avancée de la mer qui menace les réceptifs sur tout le littoral.





- Nous proposerons une loi portant statut de l'artiste et des professionnels de la culture après une concertation large et ouverte à tous les acteurs, créateurs et autres professionnels des arts, de la culture et de la communication ;
- Nous lancerons un grand programme en faveur de la création de contenus culturels numériques en mettant l'accent, par exemple, d'une part sur les arts graphiques, photographiques et cinématographiques, et d'autre part sur les musiques traditionnelles et modernes ;
- Nous inciterons les collectivités locales à créer des centres socio-culturels dotés des bibliothèques communales et scolaires sur les fonds de dotation des communes et la coopération ;
- Nous soutiendrons les événements culturels majeurs, qui ont vocation à faire du Sénégal une plateforme d'expression culturelle dans des périodes ciblées ;
- Nous créerons un nouveau pôle touristique sur la grande côte, pour désengorger la petite côte déjà durement frappée par l'érosion côtière ;
- Nous allons promouvoir le tourisme religieux et le tourisme intérieur en incitant l'organisation de circuits pour les événements religieux et les voyages de découverte ;
- Nous renforcerons les capacités techniques dans les métiers de l'art et de la culture par des formations appropriées et un perfectionnement soutenu pour leur permettre d'être plus compétitifs ;
- Nous favoriserons la création d'une industrie cinématographique et musicale moderne pour la production de contenu plus compétitive ;
- Nous intégrerons dans les procédures de la commande publique, l'obligation de faire appel à l'artisanat 100% « made in Sénégal » afin d'augmenter la part de marché des artisans dans la commande publique et de leur permettre de se formaliser ;
- Nous fusionnerons les agences intervenant autour du secteur de l'artisanat, comme l'Agence Nationale de la Maison de l'Outil (ANAMO) et l'Agence pour le Développement de l'Artisanat (APDA), et un contrat de performance sera signée la nouvelle entité ;
- Nous mettrons en place un fonds d'appui du secteur de l'Artisanat d'un montant de 5 milliards par an pour le renforcement des capacités techniques et managériales des acteurs ainsi que la modernisation des outils de travail et l'innovation.

22 | Veiller à l'équilibre de l'écosystème et préserver l'environnement pour un cadre de vie assaini

Le Sénégal fait face à des atteintes graves telles que l'avancée rapide de la mer sur tout son flanc maritime ouest et du désert au Nord, la salinisation des terres agricoles au sud, les exploitations minière et forestière sauvages au sud, sud-est et à l'ouest, etc.

L'évolution générale des ressources naturelles est marquée par l'accélération du processus de dégradation écologique dans un contexte de crise climatique sévère dont les effets sont aggravés par les modèles non durables de consommation et de production avec des activités mal planifiées.

► Solutions

- Nous consacrerons les investissements nécessaires à la réalisation de l'objectif consistant à contenir l'avancée de la mer et les périls liés à la dégradation et à l'occupation illégale des domaines publics maritimes et fluviaux ;
- Nous mettrons un accent particulier sur la réalisation du volet sénégalais de la Grande Muraille Verte, projet conçu dans le cadre de l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte (APGMV) ;
- Nous développerons un Plan Résilience Climat (PRC) pour une gestion efficace des risques de catastrophes (érosion côtière, inondations, sécheresses), une protection des systèmes de production (agriculture intelligente face au changement climatique, élevage, pêche, industries, infrastructures, etc.), une sauvegarde des écosystèmes naturels terrestres, aquatiques, lacustres et marins (faune et flore composant la biodiversité) et une restauration des terres dégradées surtout en zones salées ;
- Nous promouvons un Système d'Assainissement de l'Environnement du Cadre de Vie par la mise en place d'un Centre National de Surveillance de la Qualité de l'Air et du Milieu dans les centres urbains avec des matériels de mesure appropriés permettant d'alerter sur les pollutions de l'air ;
- Nous faciliterons l'accès aux services sociaux de base et la promotion de petites et moyennes entreprises et industries (PME-PMI) spécialisées dans le traitement et la valorisation des déchets par le développement de technologies au point et efficaces ;
- Nous soutiendrons les Actions de Transition Énergétique pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre par la promotion des énergies renouvelables, le développement du mix énergétique dans la fourniture de services aux grands centres urbains, l'efficacité énergétique dans les habitations, le développement d'une économie sobre en carbone et la promotion d'emplois verts ;
- Nous renforcerons l'offre de Formation sur la Gestion de l'Environnement et du Cadre de Vie par l'introduction de nouveaux curricula et modules de formation en adéquation avec les besoins en compétences institutionnelles, techniques et scientifiques que nécessite la prise en charge des enjeux et défis environnementaux ;
- Nous mettrons en place un « Bureau Prospective, Stratégie et Action » (BPSA) pour l'environnement doté d'un Think-tank et d'une task-force capables de capitaliser les initiatives environnementales, de développer des projets et de mobiliser des financements pour une meilleure gouvernance du secteur de l'environnement avec la participation effective des élus locaux ;
- Nous mettrons en place un Fonds Souverain pour l'Environnement (FSE) alimenté par les recettes tirées de l'exploitation des ressources naturelles pour financer des projets comme les Plans Climat Territoire Intégré (PCTI) et créer des emplois en rapport avec l'économie verte et propre utilisant les énergies renouvelables surtout en milieu rural capables de soutenir les systèmes de production.

23 | Mieux planifier l'urbanisation pour un meilleur habitat

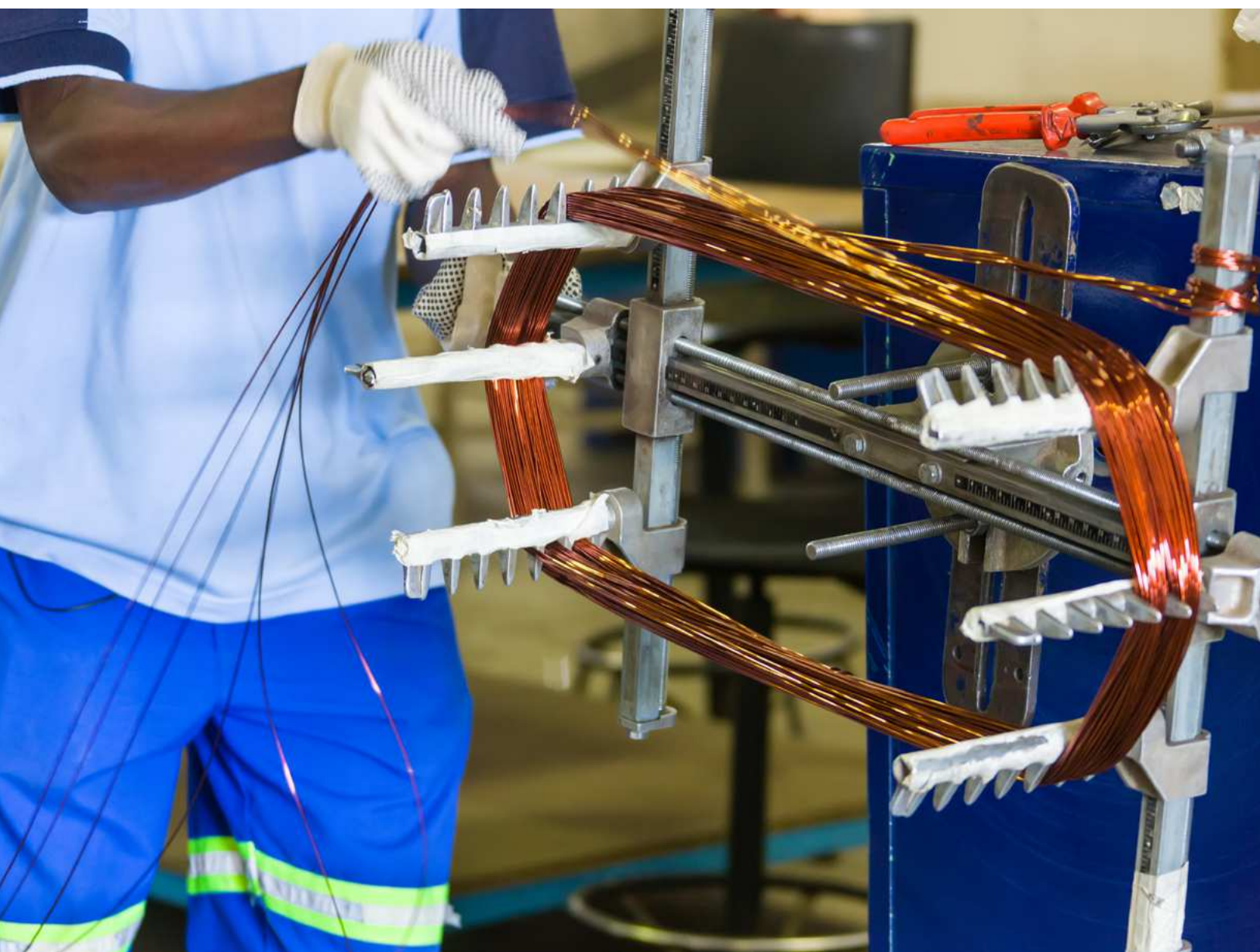
L'image de beaucoup de quartiers bondés sans infrastructures de qualité, avec des eaux stagnantes, des ruelles étroites, des maisons sur le point de s'écrouler est la résultante d'une absence de planification qui a installé un habitat chaotique au Sénégal. La politique d'habitat de l'Etat semble jusque-là être limitée à une politique du logement qui néglige de façon incompréhensible d'autres éléments comme l'accessibilité, les infrastructures et d'autres paramètres socio-économiques.

- Nous veillerons au contrôle strict du respect des normes et des règles en matière de construction et d'urbanisme (voiries, environnement, infrastructures publiques, harmonisation, etc) par la mise en place d'un centre de contrôle technique national ;
- Nous renforcerons et nous recentrerons la BHS, la SICAP, la SN HLM dans leurs missions pour garantir un accès massif au logement social ;
- Nous mettrons en place des centres de formation aux métiers de l'habitat et de la construction pour pallier le manque de qualification des ressources humaines (maçonnerie, électricité, plomberie, carrelage, peinture) ;
- Nous redéfinirons les critères du logement social qui ne sont accessibles qu'à la classe moyenne sénégalaise par la gratuité de terrains aux promoteurs publics pour une production de masse et l'élaboration de critères basés sur les revenus ;
- Nous impulserons un vaste programme de construction de logements sociaux et nous soutiendrons l'avènement progressif de véritables filières nationales de production de matériaux de construction.



24 Réorienter la formation professionnelle pour une meilleure employabilité

Nos universités forment essentiellement des demandeurs d'emplois qui ont une formation générale et sont sans qualification dans les compétences dont les entreprises ont besoin. A l'insuffisance des filières à vocation professionnelle s'ajoute l'inadéquation entre formation et emploi : les universités étant orientées plus sur l'enseignement universitaire général.



◀ Solutions

- Nous allons promouvoir un accès équitable et démocratique de tous à l'enseignement supérieur en renforçant la carte universitaire du pays et en tenant compte d'une répartition géographique équitable de l'offre d'enseignement supérieur sur l'ensemble du territoire sénégalais ;
- Nous mettrons en place un programme spécial de résorption du gap en infrastructures pédagogiques et sociales dans les établissements d'enseignement supérieur en mobilisant effectivement les ressources nécessaires dans une planification réaliste ;
- Nous réorienterons les établissements d'enseignement supérieur vers un enseignement plus professionnalisant et de qualité. Cela passera par la généralisation des Instituts Supérieurs d'Enseignement Professionnel (ISEP) dans les 45 départements du pays et la participation active du monde socio-professionnel à la conception et à la mise en œuvre des programmes d'enseignement grâce à de nouveaux modèles de partenariat dynamiques et mutuellement avantageux ;
- Nous résorberons le déficit en personnel d'enseignement et de recherche (PER) des universités publiques afin d'améliorer le taux d'encadrement faible comparé aux normes internationales avec l'objectif d'un taux d'encadrement adéquat à l'horizon 2024 ;
- Nous optimiserons la gouvernance des établissements d'enseignement supérieur en pérennisant et en évaluant les contrats de performance signés avec l'Etat ;
- Nous augmenterons le taux d'accès à la formation professionnelle par la diversification des offres de formation, la construction d'infrastructures modernes et la dotation d'équipements pédagogiques ;
- Nous renforcerons la carte nationale des établissements de formation professionnelle et créerons dans les universités publiques, des facultés/UFRs des Sciences Technologies Ingénierie et Mathématiques (STEM) pour l'orientation des bacheliers techniques et la promotion de l'innovation technologique ;
- Nous améliorerons la qualité des enseignements en adaptant les programmes d'enseignement professionnel à l'évolution technologique et aux besoins de l'économie sénégalaise et en généralisant la formation duale en alternance école-entreprise ;
- Nous délivrerons les agréments de création d'établissement de formation professionnelle dans le respect des textes réglementaires et mettrons en place un système efficace de suivi-évaluation des établissements privés de formation ;
- Nous augmenterons les ressources financières publiques allouées à l'enseignement technique et à la formation professionnelle et accompagnerons l'insertion des diplômés par la mise en place de mesures incitatives à l'auto-emploi.

25 | Faciliter la circulation des personnes et des biens

L'essentiel des ressources (principalement empruntées) a été utilisé pour des financements d'infrastructures certes importantes, mais non prioritaires concentrées essentiellement sur Dakar, avec une légère expansion sur les axes Mbour-Thiès et Touba.

Le transport ferroviaire a connu une décrépitude accélérée ces dernières années. La voie entre Dakar et Bamako qui seule avait survécu est aujourd'hui à l'agonie du fait d'une mauvaise privatisation suivie d'une mauvaise reprise qui traduisent un affairisme d'État flagrant. Elle ne peut plus répondre aux attentes en termes de transport de marchandises ni de passagers.

◀ Solutions

- Nous établirons un plan directeur ferroviaire qui accordera la priorité à l'axe Dakar-Bamako avec des ports secs à Kaolack, Kidira et Kédougou ainsi qu'aux voies intérieures pour désenclaver le maximum de localités ;
- Nous renforcerons la formation de ressources humaines qualifiées et bien formées aux dernières avancées technologiques dans le domaine ferroviaire pour un usage optimal et la maintenance des infrastructures ;
- Nous implanterons des infrastructures de pêche en privilégiant les grands centres de pêche et de transformation le long de la côte.

26 | Mettre le numérique au service de la création de valeurs

Notre pays reste globalement consommateur et importateur de contenus, de services et d'équipements dans le domaine du numérique. Les ressources humaines spécialisées de haut niveau sont très insuffisantes, avec une perte régulière de nos meilleurs talents qui préfèrent s'expatrier en Europe ou en Amérique du Nord.

Dans l'administration, les démarches restent toujours pénibles, on demande toujours aux usagers les mêmes papiers d'un service à l'autre dans la même Administration et globalement les services publics restent inaccessibles pour la grande majorité des populations.



◀ Solutions

- Nous inscrirons dans la Constitution le droit d'accès universel aux TICs et la protection des données personnelles et nous proposerons une loi-cadre sur le numérique en mettant en place un cadre de mutualisation des infrastructures publiques numériques ;
- Nous créerons un ministère du numérique fort et responsable de tout le secteur et nous harmoniserons les textes existants afin d'éviter les conflits de compétence entre institutions et mettrons en place un dispositif multi-acteurs pour permettre la réflexion prospective sur les grandes orientations stratégiques pour une meilleure gouvernance du secteur ;
- Nous créerons une loi spécifique aux contrats de services de communications électroniques et une instance de régulation des données et des services innovants pour protéger les consommateurs ;
- Nous adopterons des référentiels de sécurité validés par des organismes dédiés et nous mettrons en place des Datacenters souverains, publics et privés, connectés à très haut débit sur internet avec des tarifs d'hébergement compétitifs par rapport à l'offre internationale en pérennisant l'interopérabilité des réseaux, services et applications numériques au sein de l'Administration ;
- Nous combattons la cybercriminalité et promouvons la cybersécurité en renforçant la recherche et le développement (R&D) en matière de technologie de sécurité et ainsi assurer progressivement notre propre autonomie en commençant par les grands registres de l'Etat pour assurer la souveraineté numérique ;
- Nous procéderons au reprofilage des curricula de la formation dans le numérique et mettrons en place de nouveaux parcours pédagogiques et d'apprentissage conformes aux besoins du secteur du numérique. Nous signerons un accord-cadre entre l'Etat et les entreprises de services numériques (ESN) pour la mise en place effective de la formation perpétuelle et alternée dans le domaine du numérique pour des ressources humaines de qualité ;
- Nous adopterons de nouveaux textes instituant l'obligation de mutualisation des infrastructures dans une démarche concertée avec tous les acteurs en adoptant le principe de la neutralité technologique et en autorisant l'installation d'opérateurs alternatifs locaux dans les zones insuffisamment couvertes par les opérateurs existants. Nous faciliterons l'installation de câbles sous-marins au nord et au sud du pays pour améliorer la redondance de la connectivité nationale et développer les activités et les emplois dans les zones les plus éloignées de la capitale ;
- Nous faciliterons l'installation de câbles sous-marins au nord et au sud du pays pour améliorer la redondance de la connectivité nationale et développer les activités et les emplois dans les zones les plus éloignées de la capitale ;
- Nous soutiendrons par des financements innovants les initiatives de création de laboratoires numériques publics dans toutes les capitales régionales et départementales. Nous créerons un fonds à participation publique et privée pour financer l'amorçage des startups et des projets innovants ;
- Nous ferons un recensement intégral et biométrique de toute la population pour reconstituer définitivement un état civil sans exclusive de tous les sénégalais, afin de fiabiliser à l'avenir et de manière définitive et sécurisée tous les fichiers de personnes physiques du pays et nous mettrons en place un fichier biométrique des étrangers ;
- Nous redynamiserons le Plan National Géomatique afin que toutes les infrastructures du pays soient répertoriées. Les entités publiques vont s'appuyer sur les acteurs privés spécialisés en la matière à cette fin. L'Etat mettra en place le dispositif organisationnel et de coordination pour piloter et centraliser les données dans une seule base de données nationale publique ;
- Nous adopterons une loi d'orientation sur l'Administration électronique qui encadrera, entre autres, l'ouverture des données publiques de même que nous nous engageons à bâtir une nouvelle plateforme intégrée du système d'information de l'Etat basée sur la collaboration et l'interopérabilité ; à bâtir des services interactifs avec les usagers de l'administration et leur délivrer les services dont ils ont besoin de manière totalement dématérialisée ;
- Nous créerons des modèles standards d'atelier numérique, avec des espaces de co-working, des salles multimédia de présentation et de formation et des fablab, accompagné de modèles de gouvernance et de business plan. Nous mettrons en place une réglementation favorisant les initiatives sur les projets innovants et nous lancerons des projets pilotes dans les drones, l'IOT, la Blockchain, l'intelligence artificielle et le Bigdata.



27 | Égaliser les chances par l'éducation

Le système éducatif sénégalais se singularise par le fort taux de déperdition scolaire, surtout chez les jeunes filles. Ce point fait partie des critères sociaux (scolarisation des enfants et alphabétisation des adultes) qui nous ont plongés dans les bas-fonds du classement des pays les plus pauvres du monde selon l'indice de développement humain.

◀> SOLUTIONS SUR LE PLAN SOCIAL

IV. Protéger les Sénégalais et réduire les inégalités





28 | Promouvoir la femme et veiller sur l'enfant

Dans leur grande majorité, les femmes continuent de subir, de façon disproportionnée, le poids de la pauvreté et de l'analphabétisme. Elles sont encore victimes de graves violations de leurs droits humains et de leurs droits en matière de sexualité et de santé de la reproduction. Elles subissent encore, plus que les hommes, les effets de la pandémie du VIH/SIDA et nombreuses sont celles qui risquent encore aujourd'hui de mourir en donnant la vie.

◀ Solutions

- Nous adapterons les curricula aux exigences du marché de l'emploi en renforçant la formation professionnelle et technique au secondaire et en y intégrant les TIC, les industries de transformation, et les spécialisations du pétrole et des mines ;
- Nous introduirons la scolarisation dans nos langues nationales après une concertation nationale intégrale et inclusive et nous étendrons l'enseignement religieux au cycle secondaire ;
- Nous allons promouvoir le bilinguisme par l'introduction de l'enseignement de l'Anglais à l'élémentaire couplé à l'utilisation progressive des nouvelles technologies (TIC) dans les enseignements depuis l'école primaire ;
- Nous revaloriserons la fonction enseignante en repensant le système d'avancement et d'intégration des enseignants et en réformant le système d'allocation des ressources ;
- Nous améliorerons les conditions pédagogiques et techniques en équipant des écoles, collèges et lycées en laboratoires, supports pédagogiques, et matériels technologiques.



◀ Solutions

- Nous procéderons à un audit technique de la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (SNEEG 2016-2026), afin d'en évaluer l'état d'exécution et d'en identifier les forces et faiblesses ;
- Nous augmenterons le congé de maternité à **six (06) mois** afin de préserver la santé de la mère et de satisfaire à l'exigence d'un allaitement exclusif au lait maternel des nouveau-nés ;
- Nous soutiendrons, par des mesures d'incitations fortes, la construction de crèches modernes, sécurisées en leur imposant l'obligation de coopérer avec un pédiatre afin de maintenir la productivité nécessaire des femmes allaitantes ;
- Nous favoriserons la construction de gymnases modernes à côté des lieux de travail, afin de prévenir/réduire les maladies à tendance endémique comme le diabète et l'hypertension artérielle liées à la sédentarité des travailleurs ;
- Nous procéderons au recensement des enfants de la rue et à leur identification à l'état civil et nous donnerons à ceux ayant la nationalité sénégalaise une éducation à travers des daaras publics modernes et un apprentissage de métier dès le jeune âge dans ces daaras ;
- Nous autoriserons la recherche de paternité pour les femmes et les filles victimes de grossesses non désirées et élargirons les fonds de la justice aux femmes qui ont besoin de test d'ADN pour reconnaissance de paternité et à celles ayant besoin d'un accompagnement par des services de soutien psychologique dans le cas d'un viol ;
- Nous instituerons le reversement systématique de la pension de la femme décédée à ses ayant droits même lorsque le conjoint est un travailleur ;
- Nous améliorerons l'accès de la femme au foncier en milieu rural et nous financerons les activités génératrices de revenus des femmes et des groupements de femmes.

29

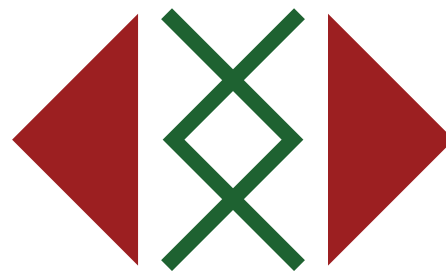
Promouvoir la solidarité par le soutien aux seniors et aux personnes vulnérables

Le Sénégal est un pays classé parmi les plus pauvres, mais cette pauvreté globale cache des inégalités entre une très petite minorité de riches, extrêmement riches, et une écrasante majorité de pauvres, souvent à l'extrême. Dans la seconde, le peuple sénégalais dans sa presque totalité et à des degrés variés allant des pauvres sociaux (obligés de partager par solidarité africaine un revenu déjà très maigre avec plusieurs personnes voire familles), à l'indigence totale. Il faut réduire ces inégalités et offrir à tous les Sénégalais le minimum social indispensable à la dignité humaine.



◀ Solutions

- Nous promouvons la solidarité comme une mobilisation sociale à l'égard des plus favorisés et comme un engagement personnel, civique, social ou religieux ;
- Nous nous engageons à une application effective de la loi d'orientation sociale par la signature de tous les textes réglementaires d'application afin de réussir une réelle inclusion sociale des personnes vivant avec un handicap ;
- Nous garantirons aux personnes handicapées la jouissance et l'égal exercice de leurs droits politiques pouvant leur assurer la participation effective à la vie publique ;
- Nous rendrons accessibles les infrastructures et édifices recevant du public par la mise en œuvre de politiques publiques en matière de construction, en prévoyant des rampes, barres de soutien, balises, signalisation pour les personnes handicapées ;
- Nous instaurerons des programmes d'accompagnement de la population carcérale pendant et après la détention pour permettre une réinsertion sociale des anciens détenus ;
- Nous financerons des programmes de formation dans la transformation des produits tirés de l'agriculture, de l'élevage pour l'autonomisation financière des personnes indigentes avec à la clef des financements innovants pour les bénéficiaires ;
- Nous construirons des centres de soins gériatriques dans les hôpitaux de niveau 2 ou 3 pour mieux prendre en charge les fragilités chez la personne âgée et promouvoir son "bien vieillir".



30 Assurer des soins de qualité et une meilleure protection sociale aux populations

Des inégalités territoriales et sociales d'accès aux soins et des plateaux techniques faibles et dénués de toute politique de maintenance, de réhabilitation et d'approvisionnements cohérents maintiennent notre système de santé dans un état douloureux à décrire.

La viabilité des politiques d'action sociale, quant à elle, est compromise par les énormes arriérés que l'État doit aux hôpitaux et structures sociales dans le cadre des programmes de prise en charge des personnes du troisième âge, des accouchements par césarienne, des insuffisants rénaux sous dialyse, de la Couverture Maladie Universelle (CMU)...



31 | Démocratiser l'accès au foncier et à un logement décent

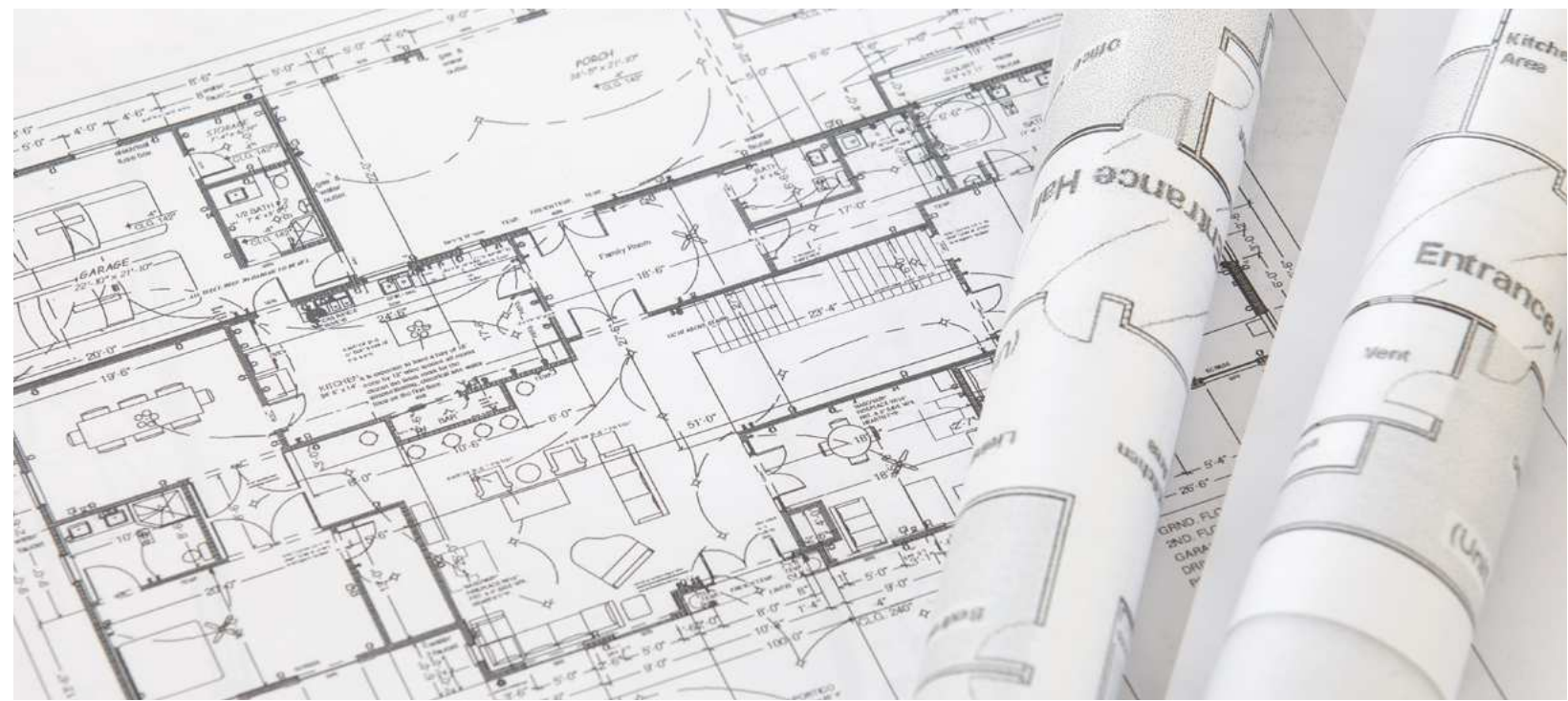
◀ Solutions

- Nous formerons et recruterons des éducateurs sanitaires et nous élaborerons un programme de promotion, de sensibilisation et de prévention des maladies endémiques ;
- Nous réformerons les programmes d'accès à la santé (CMU), le plan Sésame, ...) et instituerons un système d'assurance maladie universelle couplé à un système de mutuelle de santé pour les plus indigents ;
- Nous procéderons à la révision et à l'amélioration des curricula et nous développerons une politique de formation continue du personnel administratif, médical, paramédical, technique ;
- Nous renforcerons les politiques de lutte contre la mortalité maternelle, néonatale et infantile en intégrant dans les hôpitaux de niveau 2 ou 3 une maternité dotée d'un service de néonatalogie, de réanimation et de soins intensifs néonataux ;
- Nous explorerons le créneau des brevets tombés dans le domaine public et soutiendrons les initiatives orientées vers la fabrication des génériques afin d'assurer l'accès à des médicaments à prix abordables ;
- Nous lancerons un programme spécial de résorption du déficit en équipements et matériels nécessaires à une bonne prise en charge des malades (équipements de base, IRM, Scanner, appareil de radiothérapie, d'hémodialyse, et de mammographie, table de réanimation, défibrillateur, etc.) ;
- Nous financerons un plan d'informatisation de la gestion administrative, financière et du personnel des structures de santé avec une collecte systématique des informations médicales dans tous les parcours des patients ;
- Nous instituerons la carte de santé biométrique multifonction (Santé, Assurance, Paiements) adossée à un dossier médical informatisé, confidentiel et sécurisé et nous dématérialiserons les dossiers et processus de santé (ordonnance, analyse, etc.) ;
- Nous donnerons sa juste place à la médecine traditionnelle et nous régulerons son exercice ;
- Nous étendrons les bénéfices du système de protection sociale aux catégories socio professionnelles laissées en rade comme les travailleurs des secteurs agricoles, de la pêche et de l'élevage, ainsi qu'aux travailleurs non-salariés et du secteur informel pour atteindre les objectifs de la stratégie nationale de protection sociale ;
- Nous réformerons le mode d'administration du système de sécurité sociale en rapprochant l'Institut de Prévoyance Retraite du Sénégal (IPRES) et la Caisse de Sécurité Sociale et en améliorant les méthodes, règles et moyens de recouvrement des cotisations ;
- Nous opérerons un transfert d'impôts et taxes du budget de l'Etat vers le financement de la protection sociale.

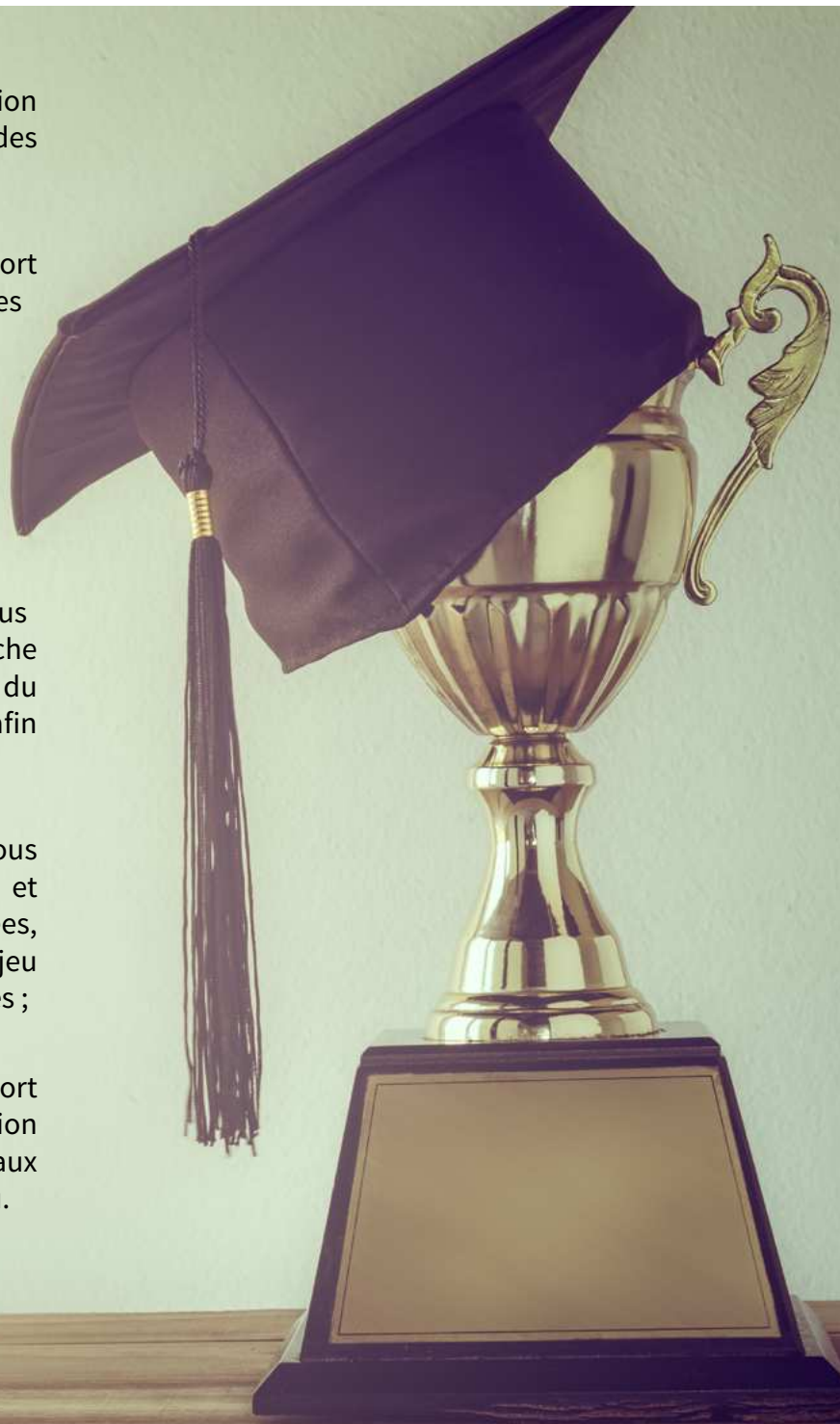
Relativement à l'accès au foncier viabilisé et à un logement décent, plusieurs obstacles s'opposent encore, en milieu rural comme urbain, à l'accès équitable à la propriété foncière et au logement, notamment pour les femmes. Les lotissements dits « administratifs » en zones urbaines sont devenus le prétexte d'enrichissement sans cause et un instrument privilégié de corruption.

◀ Solutions

- Nous favoriserons l'équité dans l'accès au foncier en milieu urbain et l'égalité de genre dans l'accès au foncier. Nous adopterons une législation stricte qui interdira toute possibilité de faire bénéficier à un citoyen de plus d'une attribution administrative gratuite dans une même région ;
- Nous interdirons formellement de céder les parcelles de terrains attribuées gratuitement avant une mise en valeur minimum et dans les délais prescrits par la loi en la matière ;
- Nous remplacerons les cautions par un système d'assurance obligatoire destiné à couvrir le locataire et/ou le propriétaire contre les risques résultant de l'occupation de locaux.



- Nous ferons voter un code pour la réglementation du secteur et une meilleure prise en charge des exigences modernes du sport ;
- Nous créerons un fonds de relance du sport pour un renforcement des appuis budgétaires de l'État au profit des clubs et pour leur encadrement vers une réelle et nécessaire professionnalisation et nous promouvoir un cadre favorable au financement privé du sport ;
- Nous créerons des établissements régionaux de formation spécialisés (ERFS) et nous valoriserons, en offres de formation, recherche et équipements, les établissements en charge du sport au niveau de l'enseignement supérieur afin de promouvoir les métiers liés au sports ;
- Nous finaliserons les stades régionaux et nous mettrons aux normes les stades nationaux et dans le cadre des compétences décentralisées, nous généraliserons la construction d'aires de jeu (installations de proximité) dans les communes ;
- Nous accentuerons le développement du sport scolaire et universitaire et ferons la promotion des Sports-Etudes, avec un appui en bourses aux talents précoces et aux sportifs de haut niveau.



FINANCEMENT DU PROGRAMME

V. Promouvoir les financements innovants et diversifier les sources de recettes

33 Rationaliser le schéma institutionnel du financement autour de la CDC

Le nouveau schéma institutionnel que nous proposons consiste à organiser autour de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) le dispositif de financement de l'Etat tels que la Délégation à l'Entreprenariat Rapide (DER), le Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (FONGIP), le Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (FONSIS) et la Banque Nationale de Développement Economique (BNDE). Cela permettra aux chefs d'entreprise d'avoir accès à des solutions de financement public et à l'Etat de mettre plus de cohérence dans sa politique de financement de l'économie.

34 Instituer des “fonds patriotes” sectoriels pour financer les PME, les Entrepreneurs et les start-up

Le premier fonds patriote « PME Nationales et Entrepreneurs », sera doté d'un montant minimum de 125 Milliards FCFA sur 5 ans soit 25 Milliards de FCFA par an, jusqu'à la fin de notre mandat.

Le deuxième fonds patriote “ start-ups ” sera lui aussi doté d'un montant de 125 milliards sur les 5 ans de notre mandat, soit aussi 15 milliards par an.

35 Mobiliser le secteur privé national dans l'exécution des grands projets de l'Etat en leur accordant des garanties souveraines

Il s'agit d'engagements donnés par l'Etat aux privés nationaux intéressés par un ou plusieurs projets d'infrastructure. Ce mécanisme de financement a le double avantage de réduire le recours aux prêts EXIM Bank qui font travailler les entreprises étrangères sans transfert de technologie avec une dette lourde résultant des surfacturations. Faisant foi à notre secteur privé et convaincus de la nécessité de promouvoir des champions nationaux, nous exploiterons ce créneau pour le financement du train Dakar-Bamako et des ports secs de Kédougou et Kidira.

36 Adapter le cadre légal du financement participatif pour des financements innovants

Il s'agit de définir un cadre juridique pour le financement participatif et les solutions innovantes telles que : l'affacturage inversé, le Crowdfunding ou Crowdlending et de mettre en place une plateforme nationale de financement participatif avec une cible de 1,5 Millions de citoyens.

37 Mettre en place des fonds de pension et d'investissement de la diaspora

Il s'agit de mettre en place un système de retraite pour les immigrés qui ouvriront des comptes d'épargne retraite en devise dans des agences de banques nationales ouvertes à l'étranger pour permettre, à long terme et avec la participation massive des immigrés, l'accumulation de capitaux significatifs nécessaires au financement de programmes infrastructurels rentables ;

D'un autre côté, un fonds d'investissement privé des Sénégalais de la diaspora sera mis en place afin de susciter la prise de participation au capital social des entreprises nationales et multinationales ;

A titre illustratif l'investissement privé pour la réalisation de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio, estimé à 61 milliards sur les 148,4 milliards du montant total des travaux (hors libération des emprises exclusivement supportées par l'Etat) avec une concession de 30 ans et des prix au péage exorbitants ;

Pourtant il suffisait juste de convaincre 150 000 sénégalais de la diaspora et d'ici, de mettre chacun 1 000 000 pour mobiliser 150 milliards FCFA et financer intégralement les travaux et exploiter à des prix plus abordables avec des retombées financières plus avantageuses, des prix au péage plus faibles et d'ouvrir des perspectives de financement pour les autres projets.

38 | Réduire le train de vie de l'Etat pour mieux orienter la dépense

En partant des chiffres de la loi de finances initiale pour l'année 2019, on note que la seule suppression du CESE (6 227 590 000) et du HCCT (8 640 000 000) engendrerait une économie de 14 867 590 000 FCFA que nous réinjecterons dans le financement des PME/PMI et des Startups sans compter l'économie qui résulterait de la réduction de la taille du gouvernement.

39 | Réformer l'Administration financière pour plus d'efficacité

“Le potentiel fiscal est estimé à 1695,5 milliards pour l'année 2014 soit 22,4% du PIB contre des recouvrements effectifs de recettes fiscales s'élevant à 1482,5 milliards soit une pression fiscale de 19,6% du PIB. En d'autres termes, l'Etat aurait pu collecter 213 milliards de taxes supplémentaires, soit une marge de progression de 14% qui représente l'effort fiscal, n'eut été l'inefficience technique.” **Etude sur l'évaluation du potentiel fiscal du Sénégal – DPEE 2016.**



“
N'attendons pas
le changement
Nous sommes
le changement !”

Ousmane Sonko

SonkoPrésident



L'avenir, c'est maintenant !